



Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2022

Jeudi 5 mai 2022

Avertissement

Cette transcription est tirée d'un enregistrement de l'événement. Tous les efforts possibles ont été faits pour le retranscrire avec précision. Toutefois, Rubis ne peut être tenu responsable de toute inexactitude, erreur ou omission.

Opérateur : Mesdames et Messieurs, merci d'avoir attendu. Et bienvenue à la présentation du chiffre d'affaires du T1 2022 de Rubis. Pour l'instant, tous les participants sont en mode écoute seulement. Il y aura une présentation suivie d'une séance de questions-réponses. Si vous souhaitez poser une question, vous devrez appuyer sur les touches étoile puis 1 de votre téléphone et attendre un message automatique indiquant que votre ligne est ouverte.

Je dois vous informer que cette conférence est enregistrée aujourd'hui. Et je souhaite à présent donner la parole à votre hôte, Bruno Krief. Allez-y, Monsieur.

Bruno Krief : Merci beaucoup. Bonjour à tous. Je suppose que vous avez reçu le communiqué de presse il y a tout juste 10 minutes et que vous avez pris le temps de le consulter. Vous avez probablement eu la surprise de voir que nous avons bénéficié de bons résultats avec des volumes en hausse de 10 % au cours de ce trimestre par rapport à l'année dernière.

Ces 10 % proviennent de toutes les zones géographiques, et plus particulièrement de la région des Caraïbes. Nous avons également bénéficié d'une marge unitaire saine, puisqu'elle s'établit à - 3 %. Et ce, malgré l'environnement des prix du pétrole qui, comme vous le savez, ont augmenté de 86 %.

Et si nous tenons compte de la situation spécifique à Madagascar pour le sous-segment des stations-service, la marge unitaire est stable ou en légère hausse à 1 %. Cela témoigne donc, une fois de plus, de la solidité du modèle économique de Rubis.

Ensuite, région par région, pour faire court étant donné que vous connaissez déjà la plupart des commentaires, j'insisterai sur l'**Europe** qui a connu une bonne croissance en volumes de 9 %. Et comme vous le savez, l'Europe se concentre sur le GPL. Deux pays ont joué un rôle moteur au cours de cette période, le Portugal et l'Espagne, avec une bonne croissance du GPL-carburant, qui a été robuste dans ces deux pays, en particulier en Espagne.

Les opérations dans les **Caraïbes** sont en hausse de 17 % par rapport à l'année dernière. Rappelons que l'année dernière a également été assez faible en raison de la faiblesse, ou de la dépression, du secteur de l'aviation. Cette année, comme prévu et comme nous vous l'avons déjà indiqué, nous connaissons une situation bien meilleure depuis les trois derniers trimestres.

Et cette augmentation globale de 17 % provient à 50 % de l'aviation et à 50 % des autres segments : détaillants ou stations-service, commerciaux et industriels, GPL, lubrifiants. Cela montre donc que les progrès se font sur tous les segments.

On peut également dire que, si nous prenons la situation en 2022, ce trimestre par rapport à 2019, donc par rapport à la situation pré-Covid, tous les volumes hors aviation sont en hausse de 7 %, ce qui montre encore une fois qu'il y a eu une croissance sous-jacente au cours de cette période.

En **Afrique**, nous avons bénéficié d'une augmentation de 5 % des volumes totaux, avec une hausse de 19 % pour les stations-service ; parmi cela, la région de l'Afrique de l'Est est assez forte, avec une augmentation de plus de 30 %. Cette région est un grand défi pour nous. Nous nous modernisons, nous mettons à notre marque, nous continuons à faire des efforts de

marketing dans toute la sous-région pour ramener les clients dans les stations-service. Et ça marche. Le taux de fréquentation est en hausse. C'est une bonne nouvelle.

Pour le segment du bitume, qui est un contributeur important de Rubis en Afrique, les ventes sont stables ou en légère baisse de 2 % ; toutefois, il est important de rappeler qu'elles sont à + 50 % si l'on compare aux volumes observés en 2020 ou en 2019.

Il y a donc eu une forte augmentation, de grands développements dans de nouveaux pays au cours des deux/trois dernières années, notamment l'expansion dans les pays d'Afrique de l'Ouest et également en Afrique du Sud. Donc, nous maintenons les volumes à un niveau élevé. Et nous sommes toujours optimistes quant à notre capacité à nous positionner sur de nouveaux marchés.

L'entité **Support & Services** est impliqué dans le négoce, l'approvisionnement, le raffinage et la logistique. Si je prends uniquement les segments du transport maritime et du négoce, les résultats ont été stimulés à la fois par les volumes, les marges et la marge unitaire, soit une contribution supplémentaire totale de ces deux sous-segments de 19 %. Et bien sûr, la raffinerie SARA ou les opérations logistiques dans l'océan Indien restent stables puisqu'elles sont réglementées.

Enfin, la **JV Rubis Terminal** a également connu un bon début d'année, porté par le segment chimique à +8 %, porté également par les segments biocarburants, avec près de 33 % d'augmentation. Les autres combustibles sont en baisse de 13 % par rapport à l'année dernière. Mais nous devons adapter cela à la situation particulière de Rotterdam que nous allons expliquer. Les 13 % rapportés devraient être lus comme - 9 %.

En fait, pour la hausse dans la zone ARA, donc à Rotterdam et à Anvers pris ensemble, 50 % de la JV d'Anvers, nous avons connu des revenus stables, mais en même temps fait face à une forte demande, simplement parce que, les taux d'utilisation ont presque atteint 100 %. Donc, nous sommes à pleine capacité. Nous n'avons pas de possibilité de remplir davantage les réservoirs. Mais nous construisons dans le même temps des capacités supplémentaires à Anvers et à Rotterdam. Nous avons obtenu un très bon contrat dans le domaine des biocarburants. Et, de fait, nous substituons 75 000 m³ de stockage de fioul lourd ou d'entreposage en faveur de biocarburants. Donc, dans le même temps, nous devons nettoyer et faire des investissements et des adaptations sur ces installations. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas profité de tous les revenus locatifs de la période du premier trimestre. Mais ce contrat est un très bon point, il est signé avec Shell qui transforme également sa raffinerie de Pernis en bioraffinerie. Et cela signifie que nous sommes dans une excellente position pour obtenir des marchés supplémentaires dans cette région.

Rubis Terminal bénéficie donc, dans l'ensemble, d'une bonne dynamique et signe de nouveaux contrats dans le domaine de l'éthanol, par exemple, pour lequel la demande est très forte.

Pour conclure, en termes de **perspectives**, un bon début d'année, à la fois en termes de volumes et de marges, ce qui nous donne de bonnes attentes en termes de résultats pour ce trimestre. L'acquisition de Photosol a été réalisée le mois dernier. L'intégration est donc en bonne voie. Et maintenant, nous sommes très heureux d'intégrer cette nouvelle filiale au sein de la nouvelle branche Renouvelables. En ce qui concerne la situation géopolitique et les sanctions contre la Russie, je tiens à rappeler que Rubis Énergie n'a absolument aucune activité, aucun actif, aucun approvisionnement en provenance de ce pays. Au sein de la JV Rubis

Terminal, nous avons et avons toujours des contrats pour une certaine capacité de stockage pour des négociants qui importent du gazole russe et cela ne représente pas plus de 1,5 % des revenus totaux de Rubis Terminal. Et comme vous le savez, l'Europe aujourd'hui, en termes de diesel, dépend à 26 % des importations depuis la Russie. Donc, les sanctions arrivent. En tant que marché, nous devons bien sûr nous adapter, trouver de nouvelles zones d'importation et de stockage. Et la logistique sera utilisée par d'autres parties.

Voici en quelques mots comment nous pouvons décrire le premier trimestre. Et maintenant, avec Anna, si vous voulez aborder certaines questions, nous sommes prêts à les examiner. Merci beaucoup.

Questions-réponses

Opérateur : Merci. Mesdames et Messieurs, nous allons maintenant commencer la séance de questions-réponses. Si vous souhaitez poser une question, veuillez appuyer sur les touches étoile puis 1 du clavier de votre téléphone et attendre le message automatique indiquant que votre ligne est ouverte. Veuillez indiquer votre nom et le nom de votre entreprise avant de poser votre question. Vous pouvez également annuler votre demande à tout moment en appuyant sur étoile.

Encore une fois, appuyez sur étoile puis 1 si vous souhaitez poser une question. Nous allons maintenant répondre à notre première question. On vous écoute.

Jean-Luc Romain, CIC Market Solutions : J'ai deux questions, si possible. La première : avez-vous constaté un changement dans la situation à Haïti ? Et la deuxième question concerne Photosol. Comment devrions-nous considérer la contribution à 2022 en termes de ventes éventuelles et de RBE ?

Bruno Krief : Très bien. Pour Haïti, je dirais qu'il n'y a pas de changement par rapport à ce que nous avons décrit et à la situation du pays à la fin de l'année dernière. Aucun changement. Je dirais que la situation est stable dans le chaos. Toutefois, nous sommes présents. Nous approvisionnons le marché. Nous ne perdons pas d'argent. Nous sommes actifs dans tous les segments, les stations-service, le commercial, pour la production d'énergie principalement, et l'aviation. Bien entendu, les marges sont probablement un peu plus élevées, mais à un niveau faible par rapport à ce que nous avons connu il y a deux ou trois ans. Donc, pas de changement. C'est le désordre total, le chaos, c'est tout ce qu'on peut dire. La seule bonne nouvelle, c'est que cela ne représente pas aujourd'hui quelque chose de significatif en termes de contribution au sein du Groupe dans son ensemble.

Ensuite, pour Photosol, qui a rejoint le Groupe le mois dernier. Nous allons commencer la consolidation au 1^{er} avril. Et nous aurons, au cours de l'année 2022, neuf mois complets de consolidation et de bénéfices au sein de Rubis.

Mais c'est tout ce que je peux vous donner comme détails aujourd'hui. Bien sûr, nous aurons pour le premier trimestre de consolidation, soit d'avril à juin, l'ensemble des données

habituelles ; comme vous l'avez mentionné, les ventes, les volumes, la production d'électricité, l'avancement du *pipeline*. Nous vous fournirons donc tous ces éléments d'information. Mais, à ce jour, pour le premier trimestre, il n'y a pas eu de consolidation, comme vous le savez.

Jean-Luc Romain (CIC Market Solutions) : Oui. Merci beaucoup.

Anna Patrice : Désolé de vous interrompre. C'est Anna Patrice. Pour rappel, nous avons indiqué que pour l'année complète, le RBE de Photosol devrait être de l'ordre de 25 millions. Nous allons donc consolider neuf mois de ce montant annuel. Mais gardez à l'esprit que cela ne se fait pas avec les données IFRS 16, d'accord ? Cela ne comprend donc pas les ajustements de l'IFRS 16.

Jean-Luc Romain (CIC Market Solutions) : Très bien. Merci, Anna.

Opérateur : Merci. Encore une fois, si vous souhaitez poser une question, merci d'appuyer sur étoile puis 1 sur le clavier de votre téléphone. Il n'y a pas d'autres questions pour le moment. Nous avons une question supplémentaire. On vous écoute. Votre ligne est ouverte.

Guillaume Muros (Société Générale) : Oui. Bonjour à tous, Guillaume Muros de la Société Générale. Merci pour ce petit aperçu des résultats du premier trimestre 2022. Je ne sais pas si vous allez revenir, peut-être, sur cette évolution de la marge unitaire sur la division Distribution au premier trimestre 2022. À savoir si vous pouvez nous donner un peu plus de détails sur les régions et/ou les zones géographiques et/ou les produits pour lesquels vous avez un peu plus de mal à répercuter les hausses de coûts. C'est ma première question.

Et la seconde sera peut-être davantage liée à Photosol. Si vous pouvez nous donner une mise à jour sur le *pipeline* et sur les nouveaux appels d'offres, si vous voyez une évolution sur le marché français sur les nouveaux appels d'offres, disons, essentiellement au cours du premier trimestre 2022 ou s'il y a des appels d'offres qui sont retardés en raison de la situation actuelle. Merci.

Bruno Krief : Très bien. Pour la marge unitaire, je pense que nous vous avons donné un aperçu de la marge unitaire régionale lorsque nous avons dit que le résultat concernant la marge unitaire pour l'ensemble des opérations était de - 3 %. Et si l'on enlève Madagascar pour les sous-segments des stations-service, nous sommes à + 1 % pour l'ensemble du Groupe, en excluant uniquement les stations-service à Madagascar. Pourquoi ? Parce que, comme vous le savez, les stations-service à Madagascar, sont réglementées par le gouvernement. Et depuis six à neuf mois, le gouvernement plafonne les prix pour les clients. Le prix à la pompe est donc plafonné. Nous n'avons donc pas la possibilité d'augmenter le prix de vente. Toutefois, nous conservons la taxe, la taxe d'accise, que nous percevons lorsque nous vendons le produit aux distributeurs. Cela atténue la situation de trésorerie dans le sens où cela réduit l'impact sur le fonds de roulement. Donc, cela a clairement un impact sur la marge comptable. C'est pourquoi

nous avons indiqué la différence entre - 3 % et + 1 %, car en termes de liquidités, nous pouvons nous en accommoder.

Donc, cela signifie que nous ne donnerons pas, comme vous le savez, le détail de la marge unitaire par région chaque trimestre. Mais vous pouvez voir dans cette description que pour la seule marge unitaire en Afrique, la région a été affectée par la situation à Madagascar. Et le reste a été plutôt sain en termes de progression.

Je dirais qu'au niveau mondial, que ce soit en Europe ou dans les Caraïbes, nous avons bénéficié d'une belle augmentation des marges unitaires dans les segments des stations-service, des carburants commerciaux et de l'aviation. Après deux années sans, ou avec des volumes très faibles, nous profitons maintenant de meilleurs volumes, soutenus et stimulés par un meilleur marché. Donc, voilà où nous en sommes en termes de marges unitaires.

Guillaume Muros (Société Générale) : Merci.

Opérateur : Merci. Nous allons prendre notre prochaine question. On vous écoute.

Jean-Pascal Rolandez (The L.T. Funds) : Jean-Pascal Rolandez de The L.T. Funds, à Genève. Est-il juste de dire que, dans l'ensemble, ce trimestre a été meilleur que prévu et que, jusqu'à présent, l'année, sauf circonstances extraordinaires, devrait être raisonnablement bonne, car vous ne donnez pas de prévisions pour 2022, ce qui, dans votre secteur, est très difficile. Mais, tout de même, entre ne rien dire et donner quelques indications, il y a de la marge pour nous guider un peu mieux ?

Bruno Krief : Oui. Il est vrai que nous ne vous donnons pas d'indications. Toutefois, nous vous avons dit, lorsque nous avons annoncé les résultats de l'année complète en mars, que nous étions confiants. Et cette confiance est renforcée par ce premier trimestre, qui montre une progression en termes de rentabilité. Donc, les avancées sont acquises. Ce qui est fait est fait.

Outre cela, l'élan que nous avons eu au cours du premier trimestre est toujours en place et, alors que nous sommes maintenant en mai, existe toujours. D'après ce que je sais, avril était dans les mêmes tendances de progression. Voilà ce que je peux vous dire. Nous aurons l'occasion d'examiner l'ensemble des résultats au cours du premier semestre. Et en plus de cela, nous avons parlé de l'intégration de Photosol avec beaucoup plus de granularité au sujet de la progression de cette activité. En ce qui concerne le *pipeline*, pour revenir à la question précédente, il y a une progression du *pipeline* et une transformation de la projection de développement en une augmentation matérielle au niveau du *pipeline*.

Comme vous le savez, la crise géopolitique que nous traversons a un impact sur les coûts de l'électricité et les mégawatts ou la structure des prix de l'électricité en général, et elle fait augmenter le coût de l'énergie partout. Et c'est clairement un avantage pour la production d'énergie renouvelable comme le photovoltaïque. Nous sommes donc particulièrement bien placés.

Jean-Pascal Rolandez (The L.T. Funds) : Très bien. Merci. Merci beaucoup. Et félicitations.

Bruno Krief : Merci.

Opérateur : Merci. Nous allons prendre notre prochaine question. On vous écoute. Votre ligne est ouverte.

Jean-Luc Romain (CIC Market Solutions) : C'est encore Jean-Luc Romain, pour une question de suivi sur Madagascar. Le gouvernement s'efforce-t-il de compenser le blocage des prix qu'il a mis en place, peut-être comme dans l'est du Kenya, ou pas du tout ?

Bruno Krief : Jusqu'à présent, non. Nous avons juste l'expérience d'une situation similaire, encore une fois à Madagascar, il y a deux ou trois ans, où après une situation très similaire, le gouvernement avait laissé aux distributeurs de carburant la possibilité de récupérer une marge supplémentaire. Et ça marche. Comme promis par le gouvernement, nous avons été en mesure d'augmenter les prix et de récupérer la plupart des pertes (bénéfices manqués ou perdus). Voilà ce que nous avons vécu. Et le gouvernement est aujourd'hui le même qu'il y a trois ans. On verra donc comment les choses évoluent.

Jean-Luc Romain (CIC Market Solutions) : Merci.

Opérateur : Merci. Nous allons maintenant passer à la question suivante. On vous écoute. Votre ligne est ouverte.

Pierre Michaud (Monocle Asset Management) : Oui, bonjour. Je suis Pierre Michaud de Monocle Asset Management. Merci de prendre ma question qui concerne la situation au Kenya. Je voulais juste évaluer le risque politique au Kenya. Pouvez-vous nous donner un peu plus d'informations sur vos discussions avec le gouvernement kenyan ? Et deuxièmement, y a-t-il un risque opérationnel au Kenya compte tenu de l'expulsion de M. Bergeron ? Merci.

Bruno Krief : Eh bien, comme vous le savez peut-être, le gouvernement a lancé une enquête concernant les volumes qui ont été affectés aux marchés locaux et aux exportations. Et contrairement à ce qui a été écrit dans la presse, je me souviens il y a deux ou trois semaines, nous sommes en mesure de démontrer que nous étions de très bons élèves, parmi les meilleurs, contrairement à ce qui a été avancé par la presse. Nous nous sommes donc concentrés sur les volumes et/ou la distribution, principalement sur le marché local. Donc, contrairement à ce qui a été écrit, c'est un bon point. Voilà où nous en sommes. Nous sommes pleinement impliqués au Kenya. Le personnel y est. Les stations sont ouvertes tous les jours. Nous sommes

pleinement opérationnels. Et notre personnel et notre DG ont le plein contrôle. C'est la situation actuelle.

Pierre Michaud (Monocle Asset Management) : OK, parfait. Merci beaucoup.

Anna Patrice : Et je suppose que je pourrais peut-être... C'est Anna Patrice. Juste peut-être pour revenir sur ce qui a été dit auparavant. En Afrique, les stations-service, les volumes de vente au détail ont considérablement augmenté. Et le plus souvent, c'est l'Afrique de l'Est ou le Kenya qui en a été à l'origine. Donc, comme vous le constatez, nous y avons augmenté nos volumes. Donc, cela signifie que nous n'avons rien fait qui soit en contradiction avec la politique locale.

Pierre Michaud (Monocle Asset Management) : Merci pour ce commentaire utile. Oui. Merci beaucoup.

Opérateur : Merci. Il n'y a pas d'autre question pour le moment.

Bruno Krief : Très bien. Si je comprends bien, nous avons répondu à la plupart des questions. Donc, Anna et moi-même, nous vous remercions beaucoup pour...

Anna Patrice : Pardon. Je pense qu'il y a... Pardon. Bruno, je pense qu'Emmanuel a quelques questions.

Opérateur : J'allais justement vous interrompre. Nous avons une dernière question.

Bruno Krief : Je vous en prie.

Opérateur : On vous écoute. Votre ligne est ouverte.

Emmanuel Matot (ODDO) : Oui, merci. Je voulais juste revenir sur le Kenya. C'est Emmanuel Matot de ODDO. Car si je me souviens bien, il y a eu des retards dans le paiement des subventions gouvernementales.

Bruno Krief : Exact.

Emmanuel Matot (ODDO) : La situation est-elle revenue à la normale, y a-t-il des risques de non-paiement ? Quelle est la situation concernant cette situation spécifique ?

Bruno Krief : Comme prévu, lorsque nous en avons discuté il y a deux semaines, le gouvernement était censé payer la subvention le 15 avril, et il l'a fait. Nous avons donc récupéré une grande partie du fonds de roulement qui avait été investi en raison du versement attendu des subventions. Et il n'y a pas eu de changement dans la loi. C'est juste, comme vous le savez, que ce mécanisme de subvention est lié à la flambée des prix des carburants. Et aussi, probablement à des raisons politiques car, comme vous le savez, bientôt, en août, le Kenya aura une élection présidentielle. Et c'est probablement cette situation politique qui a conduit le gouvernement à atténuer le coût de la hausse des prix de l'énergie. Ce paiement a été effectué il y a deux semaines.

Emmanuel Matot (ODDO) : Très bien. Et globalement, comment gérez-vous la situation des devises, car il y a plusieurs devises qui se sont beaucoup dépréciées ? Cela rend la situation plus difficile dans certains pays. Comment gérez-vous cela ? Est-ce un problème pour Rubis ou non ?

Bruno Krief : Si vous regardez la marge unitaire que nous avons publiée, - 3 %, et hors Madagascar + 1 % pour le premier trimestre, vous constatez que c'est une marge unitaire libellée en euros. Elle prend donc en considération la dépréciation éventuelle des monnaies locales. En euros, nous étions donc assez stables. Cela montre que nous avons la capacité de gérer la volatilité du taux de change par des augmentations de prix.

Emmanuel Matot (ODDO) : D'accord, c'est rassurant. Merci beaucoup, Bruno et Anna.

Opérateur : Merci. Nous allons maintenant passer à la question suivante. On vous écoute. Votre ligne est ouverte.

Guillaume Muros (Société Générale) : Oui. Bonjour. Guillaume Muros de la Société Générale. La ligne a été coupée après mes premières questions. Donc, je continue sur ce que j'ai demandé précédemment. Donc, j'ai compris que vous veniez de réitérer que la marge unitaire est en euros, ce qui est formidable. C'est peut-être un peu trop tôt pour le dire, mais constatez-vous déjà ou non un effondrement de la demande du fait de cet environnement inflationniste dans certaines de vos régions et pour certains de vos produits ? Pouvez-vous nous donner une idée des perspectives de volumes ?

Bruno Krief : Pour revenir sur ces points et être plus précis. Je pense qu'il est important de vous rappeler que si nous prenons le bénéfice net total pour l'année 2021, nous avons fait l'exercice de montrer que 70 % des bénéfices de Rubis sont en dollars américains, en euros,

en livres sterling et en francs suisses. Ainsi, 70 % des bénéfices sont réalisés sur ce que l'on peut appeler des monnaies stables ou fortes. Les 30 % restants sont répartis entre le shilling kényan, la devise malgache, le naira nigérian, le dirham marocain ou le rand sud-africain. Soit un large panel de devises. Mais cela ne représente que 30 % du total des bénéfices. Ainsi, cela atténue quelque part les risques auxquels nous sommes exposés. Vous savez que toute la contribution aux bénéfices de l'activité Support & Services est également faite en dollars américains. Donc, pour la façon dont nous gérons cela, c'est à la fois *via* la diversification et la partie importante de devises fortes.

Ensuite, vous aviez des questions relatives à l'inflation. Il s'agit d'une question de macroéconomie. J'ai lu aujourd'hui qu'en Turquie, l'inflation pour les 12 derniers mois était de 70 % ou 80 %. Nous en sommes loin dans les régions où nous opérons, nous ne connaissons pas de tels taux d'inflation. Mais, dans l'ensemble, là où les systèmes de fixation des prix sont libres ou non réglementés, nous avons la capacité de répercuter sur le client le changement de prix provenant de l'inflation du prix de l'essence, et aussi de contrôler nos coûts ; la plupart des coûts de notre activité sont des coûts d'approvisionnement.

Et ailleurs, nous n'avons pas d'autre choix que de voir pays par pays comment les coûts d'exploitation évoluent et comment nous pouvons contrôler l'inflation des coûts. Il s'agit donc d'une situation que l'on n'a pas connue depuis quelques décennies, car nous avons travaillé dans un environnement d'inflation très faible. Mais, bien sûr, nous devons être rigoureux sur ce point et être en mesure de contrôler tout écart.

Guillaume Muros (Société Générale) : Merci, Bruno, pour ces éclaircissements. J'ai une question supplémentaire. Je me pose une question davantage liée aux volumes. Est-ce que vous constatez déjà que l'inflation, en particulier sur les marchés émergents ou les marchés frontières, a un impact sur les volumes, par exemple, est-ce que certains de vos produits sont remplacés par d'autres types d'énergie ou inversement. Je ne sais pas si vous...

Anna Patrice : Oui, c'est Anna Patrice. Je pense que sur les marchés où nous opérons, il n'y a pas vraiment de substitution à nos produits, et c'est davantage une nécessité. Donc, même si vous regardez les stations-service, les gens ne peuvent pas vraiment se permettre de réduire complètement leurs déplacements parce que c'est une nécessité, ce n'est pas tellement pour les loisirs. Donc, il n'y a qu'une très faible sensibilité entre le volume et le prix du pétrole.

Guillaume Muros (Société Générale) : Merci Anna. Merci beaucoup.

Opérateur : Merci, c'était votre dernière question. Veuillez continuer.

Bruno Krief : Je pense que nous avons eu une bonne série de questions, très riche, très intense. Merci beaucoup à tous pour votre présence. Et j'espère vous voir et vous parler lors du prochain rendez-vous. Merci beaucoup. Au revoir.

Opérateur : Merci. Mesdames et Messieurs, voilà qui conclut votre conférence téléphonique d'aujourd'hui. Merci de votre participation et vous pouvez maintenant vous déconnecter. Les intervenants sont priés de rester en ligne.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]